



Festival en Drôme Provençale
28 JUILLET > 22 AOÛT 2026
WWW.PARFUMDEJAZZ.COM f

27^{ème}
Édition

Editorial

40e congrès du PCF, un temps contraint mais des débats intenses

Après les congrès de sections et des fédérations tenus au cours du mois de juin, les 700 délégués au congrès national du PCF, ont poursuivi le débat à Lille, les 4, 5 et 6 juillet. Un Conseil national renouvelé et un peu plus resserré a été élu. Fabien Roussel a été réélu secrétaire national du PCF avec 70 % des voix.

Le congrès a adopté à 74 % son texte de base commune pour les 3 ans à venir, en l'améliorant largement avec plus de 5 000 amendements issus des fédérations, sections locales et des délégués en séance.

L'exercice démocratique exemplaire auquel se sont livrés les adhérents communistes au cours de ces mois de débat a fait ressortir sans ambiguïté la volonté de poursuivre la réorientation affirmée au 38^e congrès de 2018 pour une transformation révolutionnaire de la société, réaffirmant la visée communiste et la construction d'une étape socialiste pour le XXI^e siècle.

Déjà, 3 des 4 textes proposés aux communistes, dans le choix de la base commune pour leur action pour les 3 ans à venir, s'inscrivaient dans cette volonté de renforcer et développer l'orientation adoptée aux 38^e et 39^e congrès et avaient au total recueilli près de 75 % des votes des adhérents. De nombreux militants ont regretté les délais trop contraints qui ont été imposés à cet exercice, mais il faut reconnaître que cela n'a pas empêché le débat de fond de se déployer.

Au final, le congrès a confirmé que, pour les communistes, c'est bien un projet révolutionnaire qui est apte à redonner de l'espoir dans un changement profond et durable vers une société plaçant en son centre l'humain et son environnement de vie. Il a confirmé aussi que, pour les communistes, c'est la meilleure façon de lutter contre la montée de l'extrême droite, qu'ils ont toujours combattue avec vigueur et dont on voit encore plus les ravages dans les villes gagnées par le RN lors des dernières municipales.

L'importance de porter dans le débat des présidentielles et de donner à voir, dans la campagne électorale, le **projet communiste a été réaffirmée clairement par une immense majorité des délégués. Il n'y a pas photo !**

La délégation de la Drôme avait 7 représentants au congrès, à quasi-parité femmes/hommes et intégrait de nouveaux jeunes adhérents dont un certain nombre est désormais membre du conseil départemental renouvelé de la Drôme.

Ce dernier numéro des Allobroges, avant les congés d'été, fait une place importante à l'expression des membres de notre délégation.

Nicole Grenier Mérico

Sommaire :

- p.1 Éditorial
- p.2 Société
- p.3 Climat
- p.4 Guerre & Paix
- p.5/6 Retour de Congrès

À toutes et à tous, nous vous souhaitons
de passer un très bel été !
La Fédé sera fermée du 9 juillet au 4 août
Nous vous donnons RDV pour un
nouveau numéro des Allos le 17 août.

Une expression de la Commission Protection de l'enfance du PCF Ils parlent de faits divers. Nous parlons d'un scandale d'État

Pourquoi, en 2026, un adolescent de 17 ans, ayant des besoins spécifiques, dont le père demandait de l'aide, est placé dans un foyer et meurt sous les coups d'autres jeunes placés eux aussi ? Pourquoi une enfant de 11 ans meurt malgré des alertes répétées sur l'auteur présumé ? Parce que la protection de l'enfance est arrivée à saturation.

Lorsqu'une famille demande elle-même un placement, cela représente environ 5 % des placements, ce n'est pas un choix. C'est surtout le signe que toutes les autres alternatives ont échoué ou ne peuvent s'exercer. Louis avait besoin d'un accompagnement spécialisé.

La réalité, c'est que 11 000 enfants attendent une place dans le secteur médico-social. La réalité, c'est que lorsque la famille a besoin d'un accompagnement éducatif, et qu'un juge ordonne une mesure éducative, celle-ci, selon les territoires, peut être mise en œuvre par manque de professionnel.les jusqu'à plus d'un an après la décision de justice. La réalité, c'est que l'école inclusive est également sous tension. La réalité, c'est qu'il y a pénurie d'assistants familiaux. La réalité, c'est que plutôt que de sécuriser ces métiers indispensables et de recruter et former massivement, certains départements font l'apologie du bénévolat, du mentorat, du parrainage, pour compenser la pénurie.

Le placement devient alors la solution. Non pas, parce que c'est la meilleure, mais parce que parfois, c'est la seule qui reste. C'est exactement ce que raconte le parcours de Louis.

Mais le placement est lui-même en crise : près de 400 000 enfants relèvent aujourd'hui de la protection de l'enfance. Le nombre de mesures a augmenté de 51 % depuis 1998. 71 % des établissements déclarent ne plus réussir à recruter.

Le secteur compte près de 30 000 postes vacants. Autrement dit, l'accueil des enfants toujours plus vulnérables se fait avec des équipes de moins en moins nombreuses et de moins en moins formées.

Et Lyhanna ? Lyhanna raconte la même faillite structurelle. Les institutions étaient saisies. Les alertes existaient. Les procédures existaient. Le problème n'est pas une absence de législation. Le problème, c'est que l'État exige des résultats tout en étant dans le déni de l'exigence de moyens.

Et le plus grave, c'est que le gouvernement le sait. Il sait que 400 000 enfants relèvent de sa protection. Il sait que les mesures explosent. Il sait que des milliers d'enfants attendent une place adaptée. Il sait que les établissements ne recrutent plus. Il sait que les professionnel.les, les associations, les collectifs d'anciens enfants placés, des parlementaires, des syndicats, des commissions d'enquête parlementaires, le CESE, le défenseur des droits, alertent depuis des années.

Pourtant, le projet de loi sur la protection de l'enfance arrive à l'Assemblée nationale sans permettre le débat de fond attendu. Pire encore, l'application de l'article 40 de la Constitution écarte d'emblée les amendements qui entraîneraient une dépense publique.

En clair : les propositions permettant enfin de donner les moyens à la protection de l'enfance sont exclues avant même d'être discutées. Alors qu'après chaque drame, on nous promet « plus jamais ça », au moment de légiférer, les moyens disparaissent du débat. Voilà le scandale d'État.

Le gouvernement a l'outrecuidance d'affirmer que la protection de l'enfance est une « priorité nationale » mais refuse de donner les moyens correspondant à cette priorité.

La preuve ? L'enfance ne dispose même pas d'un ministère de plein exercice.

Louis et Lyhanna ne sont pas des faits divers. Ils sont les conséquences visibles d'une politique publique que l'État sait en crise, mais qu'il refuse toujours de refonder.

*« L'éducation est tout simplement la consolidation de la Paix sous un autre nom.
C'est la forme la plus efficace en dépenses de défense. »*

Kofi Annan

Fait chaud !

Beaucoup de nos concitoyens crèvent de chaleur (au propre comme au figuré), pourtant certains responsables politiques nous disent de ne pas s'équiper de climatiseur, ce ne serait pas la bonne solution, il vaudrait mieux refaire les logements. Sauf que tout rénover prendra des années au cours desquelles les canicules se succéderont et les cercueils s'aligneront en masse. S'il faut accélérer la rénovation des bâtiments, il est impératif et urgent d'équiper en climatisation, ou pompe à chaleur, les logements et les locaux à usage humain. En cause, le réchauffement climatique dont les activités humaines sont en grande partie responsables.

Émission de GES. Où en sommes-nous ?

En baisse de 3,4 % par rapport à 2023, l'empreinte carbone en 2024 de la France est estimée à 563 millions de tonnes CO₂, soit 8,2 t CO₂ par habitant. **Les émissions Importées représentent 50 % de l'empreinte carbone**, niveau bien plus élevé que les seules émissions sur le territoire national (369 Mt CO₂). La quasi-totalité des activités humaines comme le chauffage, le transport, l'industrie, l'agriculture et les services, émettent du CO₂, à cause de leurs consommations d'énergies fossiles.

En France, ces émissions ont diminué de 32 % entre 1990 et 2024.

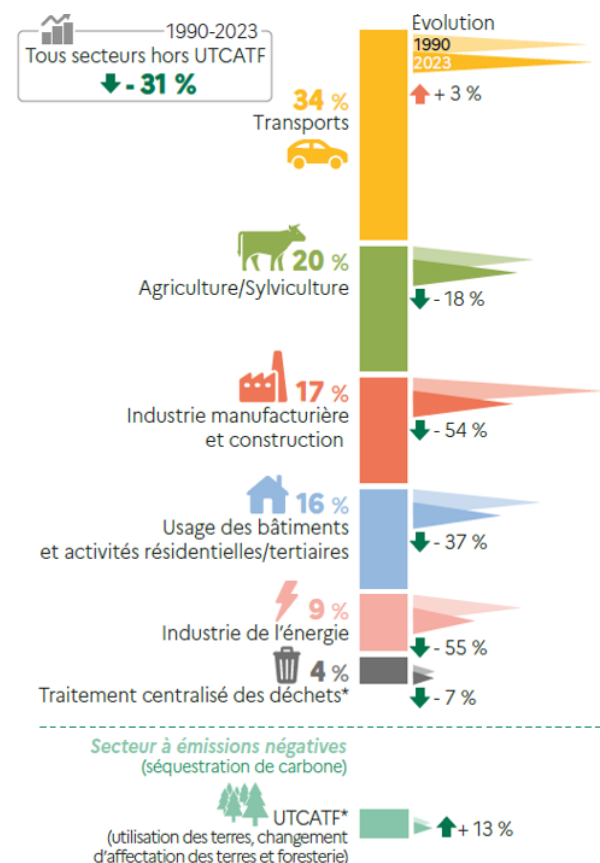
Quelles sont les quantités de gaz à effet de serre émises dans le monde ?

Les émissions de GES liées aux activités humaines représentent l'équivalent de 53 milliards de tonnes de CO₂ en 2023, en hausse de 1,9 % par rapport à 2022. Le CO₂ d'origine fossile représente les deux tiers de ces émissions. Avec des évolutions contrastées selon les pays. La Chine représente 30 % des émissions, les États-Unis 11 % et l'Union européenne 6 %.

Les émissions mondiales ont progressé de 62 % entre 1990 et 2023.

Quels enseignements à extraire de ces chiffres ?

Les récentes canicules prouvent, si besoin en est, la nocivité et la dangerosité du réchauffement climatique dont les émissions de GES sont les principales responsables. **Incontestable.** Fidèles à eux-mêmes, certains en profitent pour fustiger la France et culpabiliser les Français pour leurs inconséquences écologiques. Voyons les chiffres : les Françaises et les Français représentent 0,85 % de la population mondiale, et 1,1 % des émissions (un peu au-dessus de la moyenne mondiale, mais très largement en dessous des pays de l'OCDE). Depuis 1990, la France a réduit ses émissions de 34 % quand celles du reste du monde ont augmenté de 62 %. La France pourrait arrêter toute activité, même de respirer, que la trajectoire du réchauffement climatique continuerait sa course folle ! Certes, nous devons poursuivre nos efforts, les accroître même, mais **ne devrions-nous pas être beaucoup plus intransigeants avec les États avec qui nous commerçons, Européens ou pas ? Mais aussi exiger la relocalisation de nos usines pour réduire l'empreinte carbone de la France.**



efforts, les accroître même, mais **ne devrions-nous pas être beaucoup plus intransigeants avec les États avec qui nous commerçons, Européens ou pas ? Mais aussi exiger la relocalisation de nos usines pour réduire l'empreinte carbone de la France.**

Les gaz à effet de serre sont composés de :

Dioxyde de carbone CO₂ (76 % des émissions nationales) issu de la combustion d'énergie fossile (pétrole, gaz, charbon) et des procédés industriels, tels que la production de ciment.

Méthane - CH₄ (15 % des émissions) provenant de l'élevage et du traitement des déchets.

Protoxyde d'azote - N₂O (7 % des émissions) issu des pratiques agricoles. **Gaz fluorés** (3 % des émissions) utilisés notamment pour la climatisation et la réfrigération.

Le méthane est un puissant gaz à effet de serre. Le potentiel de réchauffement global du méthane est **28 fois plus élevé que celui du dioxyde de carbone**. Les déchets, l'agriculture et l'élevage sont des pourvoyeurs de méthane. Ces organismes ont capté du CO₂ dans le cycle de vie et produisent du CH₄ lors de leurs décompositions. Nous devons capter ce méthane et l'utiliser, le CO₂ produit sera alors capté par de nouveaux organismes vivants. Un processus circulaire relativement équilibré.

Jean-Luc Fargier.

Non à la militarisation de l'École !

Le chef d'état-major des armées du président Macron, le général Mandon, a déclaré le 18 novembre dernier qu'il faut être « prêt à accepter de perdre ses enfants ». Sur ordre de Macron ? Qui peut le nier ? Quelle guerre ? Celle que prépare Trump contre la Chine, en assignant à l'Union Européenne de tenir le front Ouest contre la Russie et la Chine ?

Après la déclaration du Général Mandon, l'éducation nationale a aussitôt édité un guide intitulé « Acculturer les jeunes à la défense » pour l'ensemble de la communauté éducative, provoquant l'indignation de la FSU, de la CGT Educ'Action, de FO FNEC, de Sud Éducation qui dénoncent en plus des dispositifs déjà existants comme le SMV, toute mesure tendant à militariser l'école en considérant que la propagande guerrière n'a pas sa place au sein des écoles, collèges, lycées et lycées professionnels.

Nous devons nous inquiéter de voir l'Éducation nationale instaurer un partenariat entre École et Armée. C'est le cas en Ardèche et en Drôme où 11 « classes défense » ont été inaugurées au collège Paul Valéry à Valence (public), collège les Maristes (privé) à Bourg-de-Péage, lycée Montplaisir (privé) à Valence, collège Charles de Gaulle à Guilherand-Granges. Plus les cadets de la défense issus des collèges de Guilherand-Granges, Saint-Péray, Vernoux-en-Vivarais et La Voulte-sur-Rhône, avec le 1^{er} régiment des Spahis de Valence. (le 1er

régiment de Spahis intervenait dans l'armée coloniale en Indochine, Madagascar, Tunisie, Algérie.) Avec le GAMSTAT de Chabeuil (le GAMSTAT suit les hélicoptères de combat d'appui au combat au sol) ce sont les « classes défense » du collège Jean Lapassat à Romans, lycée Saint-Maurice (privé) à Romans qui ont vu le jour. Plus un encadrement du collège Saint-Victor (privé) à Valence.

En 2026, il y aura environ 1 200 classes défense en France. Dans les enseignements dispensés par l'Armée, on y rencontre des activités bien particulières : parcours du combattant, habillage en équipement de combat, combat à mains nues, reconnaissance en véhicules blindés, évacuation de blessés du front sur branchages, simulation de tirs, visite de chars, maniement d'armes, enquêtes policières et jugements, etc.

Tout un arsenal pour pousser les jeunes vers l'armée et les envoyer au front. Qui est prêt à accepter de perdre ses enfants ? Retirer le guide édité par l'Éducation nationale, c'est déjà arrêter le bras des va-t-en-guerre ! L'objectif de l'école ne peut pas être de produire de la chair à canon.

« la guerre, c'est le massacre de gens qui ne se connaissent pas, au profit de gens qui se connaissent et ne se massacrent pas » disait Paul Valéry. Alors, aux programmes guerriers, préférons la littérature, la philosophie et la poésie !

Pierre Trapier

LA GUERRE ET L'ARGENT

La guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, au-delà des horreurs qu'elle suscite dans tout le Moyen-Orient, met en lumière ce qui lie le pétrole, les marchés financiers et le pouvoir du dollar.

Des prix du pétrole stables rendent prévisibles les coûts de production et de transport, y compris des autres matières premières ; l'inflation est maîtrisée, ce qui permet aux grandes fortunes d'accumuler tranquillement un patrimoine financier avec une plus grande confiance. C'est pourquoi, lorsqu'il y a inflation, le système met en place des politiques d'austérité et de contrôle des coûts de production, et notamment des salaires.

L'impérialisme étasunien dominant veut contrôler ce facteur clé qu'est le pétrole en sécurisant les points de passage stratégiques, et le dollar est son outil, ce qui explique qu'il sanctionne ou attaque les pays qui ne jouent pas le jeu et tentent de s'en affranchir. Sa puissance combine la puissance de sa monnaie, la suprématie militaire avec plus de 900 bases dans le monde, l'extraterritorialité de son droit avec l'arme des sanctions et un réseau d'alliances essentiel.

Voilà ce qui explique le fait que l'Iran démontre, en réaction à une guerre illégale, sa capacité à restreindre le passage par le détroit d'Ormuz, remettant cruellement en cause la superpuissance étasunienne, assise sur un marché mondial du pétrole

qui représente entre 2 et 3 billions de dollars par an, traditionnellement réinvestis dans des bons du Trésor américain et des actifs financiers libellés en dollars, ce qui contribue à financer la dette du gouvernement américain (actuellement de près de 39 000 milliards de dollars).

Si les recettes pétrolières n'étaient plus investies dans des actifs libellés en dollars, la demande d'obligations du Trésor américain pourrait diminuer, augmentant le coût des emprunts américains, de la valeur du dollar et son rôle de monnaie de réserve mondiale seraient considérablement affaiblis.

Aujourd'hui, on voit progressivement apparaître ce qu'on appelle le pétroyuan, limité à 5 % du marché du pétrole, qui consiste en un prix libellé en dollars et réglé en yuans chinois, mais qui n'a pas vocation à s'étendre, la Chine souhaitant utiliser sa monnaie pour soutenir la croissance économique intérieure et ne souhaitant pas qu'elle soit mondialement convertible.

Si la transition vers un autre système que le dollar ne peut être que progressive, la proposition d'une monnaie commune mondiale pour le remplacer doit être mise sur la table dès à présent.

(Synthèse de plusieurs lectures sur le sujet.)

Nicole Grenier-Mérico

Infos locales et des luttes

Du vendredi au dimanche, j'ai participé au 40^e Congrès du Parti Communiste Français avec la délégation de la Drôme.

Ça a été trois jours merveilleux, de débats et de magnifiques interventions pour Cuba, pour la Palestine, et tant d'autres.

Nous avons pu écouter Miguel Diaz Canel le président de la République de Cuba qui s'est adressé aux communistes en vidéo ainsi que Otto Vaillant Frias, ambassadeur de Cuba en France qui a rappelé l'urgence de mettre fin au blocus criminel imposé à Cuba par les états unis.

Nous avons aussi reçu quatre invités exceptionnels venus d'Israël, de Palestine et d'Iran, dont Qassem Awad de l'alliance internationale pour les droits du peuple palestinien, Fadwa Khader du parti du peuple palestinien, Reem Hazan du Parti communiste israélien et Navid Shomali représentant du parti Tudeh en Iran.

france3-regions.franceinfo.fr

"Il est humain, il défend toutes les valeurs qui semblent les plus importantes pour nous : celles du parti des travailleurs, pour tous les humains quelles que soient leur origine, religion ou couleur de peau. Pour moi c'est le parti qui a le meilleur programme, les meilleures ambitions et qui est le plus à même de rendre tous les Français heureux", selon une autre jeune adhérente.

J'ai pu assister à un des aspects les plus important du Parti communiste : un vrai débat démocratique qui s'est soldé par le succès du texte « un communisme de conquêtes » qui a été adopté en tant que base commune à 73,7 % et par la réélection de Fabien Roussel en tant que secrétaire national du Parti communiste.

Ça a été une expérience incroyable et très formatrice pour moi, tout s'est déroulé à la perfection et nous avons été merveilleusement bien accueillis par la fédération du Nord et la ville de Lille.

Ça a été un honneur d'être élue déléguée et de représenter la Drôme à Lille.

Juliette Pancrazi



Intervention de Juliette au micro de France 3 région

40^e Congrès du PCF : un parti qui bouge !



Il y a 13 ans, je participais au Congrès d'Aubervilliers, ce week-end, j'étais déléguée au Congrès de Lille. Que de changements dans les méthodes, les pratiques, la vie démocratique de notre parti ! J'avais gardé du Congrès de 2013 le souvenir pesant des prises de paroles interminables des ténors du parti et de peu de moments marquants.

Le week-end passé à Lille m'a frappée d'abord par le changement d'ambiance dû à la féminisation et au rajeunissement des délégués venus de toute la France : plus de 50 % de femmes dans les délégations, une moyenne d'âge de 48 ans pour l'ensemble des délégués des 96 Fédérations, une forte présence du Mouvement des Jeunes Communistes de France (MJCF). Une orientation féministe que l'on retrouve dans les projets énoncés par le texte adopté, mais aussi dans la vigilance concernant le vocabulaire ou les attitudes teintées de sexisme. Un net progrès, mais encore du chemin à parcourir pour une réelle parité, car les prises de parole féminines ne représentent que 40 % des interventions.



Autre très forte impression, le bonheur de partager la

richesse et la vitalité de l'intelligence collective qui a guidé les débats de ces trois journées. Ce Congrès, qui se tenait dans une période compliquée pour notre parti, a démontré la force du débat lorsqu'il est organisé et respectueux des différents points de vue. Les divergences d'opinions, parfois très vives, ont été présentées franchement et c'est en toute connaissance de cause que nous avons pu voter sur le texte qui engage notre action jusqu'au prochain Congrès.

Autre point et non le moindre, la réalité de l'engagement du PCF aux côtés des peuples en lutte avec notamment la présence de l'ambassadeur de Cuba et le message du Président Diaz Canel. Et c'est aussi la rencontre sur la même scène de représentants des partis communistes palestinien, israélien, iranien, des moments particulièrement forts.

Au total, un Congrès enthousiasmant, porteur d'une volonté affirmée d'action au service de propositions de progrès et d'émancipation à l'échelle nationale et internationale.



Mireille Ausécache

40e congrès du PCF : impressions à chaud !

Je ressors de ce congrès avec des sentiments mêlés, partagé entre satisfaction et interrogation.

Un moment d'émotion important a été celui de l'accueil des délégations internationales avec un temps fort sur la situation au Moyen-Orient, mais aussi un rappel des conflits que le capitalisme provoque partout dans le monde.

J'ai apprécié la richesse des échanges, les rencontres avec des camarades venus de toute la France et la volonté partagée de faire vivre un Parti communiste utile aux luttes et aux classes Populaires.

Satisfaction aussi d'avoir participé à des débats riches, d'avoir retrouvé des camarades engagés et d'avoir vu la volonté de faire vivre un Parti communiste utile aux luttes, au monde du travail et aux classes populaires.

En revanche, je regrette le déroulement de certains débats. Le temps accordé aux interventions a parfois été trop contraint, laissant peu de place à un véritable échange contradictoire. À plusieurs moments, j'ai eu le sentiment que les discussions étaient davantage organisées pour valider des orientations que pour permettre un débat de fond.



C'est dommage, car la démocratie interne est l'une des forces de notre parti et mérite d'être pleinement vécue.

Nous devons être capables de parler plus clairement à celles et ceux qui



se sont éloignés de la politique, de renforcer notre présence sur le terrain et d'assumer davantage notre identité communiste. Les débats ont parfois montré des divisions qui ne doivent pas nous affaiblir, mais au contraire nous pousser à construire des rassemblements solides autour d'orientations claires.

Nos divergences ne sont pas une faiblesse : bien au contraire, elles sont une richesse lorsqu'elles sont entendues, respectées et prises en compte. Pour convaincre à l'extérieur, nous devons d'abord nous donner les moyens de débattre librement entre nous.

Le congrès ne doit pas être une fin en soi. Les textes votés ne prendront tout leur sens que s'ils se traduisent par davantage d'actions, de présence dans les entreprises, les quartiers et les villages, et par un parti plus ouvert, plus combatif et plus à l'écoute de ses militantes, de ses militants et de celles et ceux qui attendent une véritable alternative.

Le débat est une richesse lorsqu'il permet d'avancer. À nous maintenant de transformer nos échanges en actes et de faire grandir un Parti communiste fort, uni dans sa diversité et résolument tourné vers les combats de notre époque.

Je repars malgré tout avec la conviction que notre parti a un rôle essentiel à jouer. Mais pour être plus fort, il devra continuer à faire vivre une démocratie exigeante, être davantage à l'écoute de sa base militante et transformer les débats du congrès en actions concrètes sur le terrain.

Le congrès est derrière nous. Le travail commence maintenant.

Viviane Debarges

**Les Communistes de Portes-lès-Valence donnent
Rendez-vous pour leur repas de rentrée, le dimanche 30 Août à midi
avec la participation de Pierre Trapier, secrétaire de section,
Jean Michel Bochaton et Marie-Jo Bayoud, élus communistes à Portes.**

Hommage

Nous avons appris le décès de **Simone Lebras** de Chabeuil, à 89 ans.

Une camarade qui a milité pendant des années à l'Union des Femmes Françaises puis à Femmes solidaires Certain.es se souviennent qu'elle a aussi contribué à notre journal les Allobroges avant la version électronique quand elle effectuait les copies pour les mettre à la poste au centre de tri avant la dernière levée.

La rédaction des Allobroges fait part de toute sa sympathie à ses proches

